



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 111 du 27 octobre 2019

Au sommaire :

- Nouvelle époque et mondialisation de la contestation ou la nécessité d'une politique pour le prolétariat
- « Lutte contre l'immigration », stigmatisation des musulmans, offensive xénophobe... Face à Macron, Blanquer, Le Pen et leurs sbires, l'unité de notre classe - François D., Isabelle Ufferte

Nouvelle époque et mondialisation de la contestation ou la nécessité d'une politique pour le prolétariat

Plus d'un million de personnes ont manifesté vendredi 25 à Santiago-du-Chili et d'autres villes du pays. Ni la violence de la répression militaire – 19 personnes sont mortes au cours des affrontements – ni les prétendus reculs du président Piñera n'ont freiné le mouvement commencé il y a une semaine. Véritable soulèvement populaire, il s'approfondit. Ce qui se passe au Chili est un des puissants mouvements de contestation sociale qui explosent et s'enchaînent partout dans le monde, en Catalogne, au Liban, en Irak, Equateur, Haïti, Algérie, Hong Kong, etc., alors qu'ici les Gilets jaunes vont fêter le premier anniversaire de leur acte I.

Chacun de ces mouvements a ses caractéristiques propres, des facteurs déclenchant particuliers. Mais tous s'inscrivent dans un contexte général de révolte de la jeunesse et des classes populaires, des travailleurs contre la politique des capitalistes et de leurs Etats, un mouvement global qui intègre également les mobilisations des jeunes pour le climat, des femmes pour leurs droits.

Cette montée des luttes est une étape nouvelle d'un processus commencé en 2011 avec les mobilisations provoquées par les effets de la crise de 2007-2009 et les politiques des classes dominantes, de leurs Etats et de leurs banques centrales : Printemps arabe, puissantes manifestations et grèves en Grèce contre les plans de la Troïka, indignés en Espagne, Occupy Wall Street aux USA...

La lutte des 99 % contre les 1 % se poursuit et s'étend, s'accentue en même temps que s'en aggravent les causes, la guerre de classe menée à l'échelle mondiale par le capitalisme financiarisé.

Contre les inégalités, la corruption, le mépris des riches et des dirigeants politiques

Au cœur de ces luttes, les revendications sociales sont intimement liées aux slogans contre la corruption, exi-

geant le départ des dirigeants politiques, aspirant à une véritable démocratie. Les classes dominées n'ont jamais eu le moindre pouvoir démocratique sur le fonctionnement de la société, seulement l'illusion que leurs intérêts pouvaient être, plus ou moins, défendus par « leurs » élus dans le cadre des institutions étatiques. Ces illusions tombent, remplacées par la prise de conscience, de plus en plus générale, de compter pour rien dans les décisions prises par les Etats et les patrons, sinon en tant que cibles d'offensives à répétition visant à augmenter les profits d'une minorité.

En descendant en masse dans les rues pour porter leurs exigences, en faisant face aux forces de répression, les manifestants remettent en question, bien plus que les politiques mises en œuvre, l'ensemble du système, posent la question du pouvoir et affirment qu'ils ne comptent que sur leurs mobilisations, leur détermination, pour obtenir ce qui leur est dû.

La faillite du capitalisme financiarisé mondial

Cette flambée des luttes est indissociable de la situation dans laquelle se trouve actuellement plongé le capitalisme à l'issue de la trentaine d'années d'évolutions produites par ses propres réponses à la crise des années 1970, puis des dix ans qui ont suivi la crise des années 2007-2009.

Avec cette crise, une nouvelle époque s'est ouverte. Incapable de résoudre ses propres contradictions, le système économique et social qui impose sa dictature à des milliards d'êtres humains, le capitalisme financiarisé mondial, est au bord de la faillite. Il ne se maintient en vie que sous la perfusion permanente des banques centrales, par l'endettement généralisé et par le pillage effréné des ressources naturelles et du travail humain.

D'un côté s'accumulent des fortunes inimaginables, les cours des actions flambent et de l'autre s'accroissent les

inégalités, la précarité, le chômage et la misère. Cette logique destructrice est à l'œuvre dans l'ensemble de la planète, elle ne peut qu'aggraver la situation et conduire aux affrontements sociaux. Ces affrontements sont inéluctables, nécessaires et légitimes. Conséquence directe de l'incapacité du capitalisme à trouver une issue à son propre enlisement, à l'impuissance et à la corruption des politiciens, ils sont une des caractéristiques essentielles de cette nouvelle époque, la volonté des classes exploitées et opprimées, de la jeunesse, des femmes à trouver une issue par eux-mêmes.

La réponse et l'issue sont dans le camp de la révolte

Dans ces affrontements, les manifestants se heurtent au pouvoir d'Etat et à la violence de sa répression, qui ne recule devant rien pour maintenir ce qu'ils appellent « l'ordre social ». On le voit à Hong Kong, au Soudan... On l'a vu dans les contre-révoltes qui ont répondu, après 2011, au Printemps arabe. Ces jours derniers, en Irak, la répression des manifestations a fait plus de 200 morts et des milliers de blessés, tandis que commençait l'écrasement des Kurdes de Syrie.

Au Chili, en se déclarant « *en guerre contre un ennemi puissant* », le président Piñera a bien formulé la nature de ces affrontements. Depuis, devant la détermination des mobilisations que la répression ne fait pas reculer, il a changé de discours. Vendredi soir, après la manifestation, il a promis un remaniement ministériel ; l'armée, qui patrouille toujours dans les rues, devrait lever l'état d'urgence qui avait été instauré dans 9 régions sur 16... Mais c'est un leurre, une manœuvre pour tenter d'endormir l'ennemi.

C'est bien d'une guerre qu'il s'agit, une guerre de classe dont l'enjeu n'est pas seulement d'arracher des concessions ou de changer le personnel politique, mais celui d'une révolution sociale, à l'échelle de la planète, seule issue possible à l'impasse dans laquelle le capitalisme mondialisé à bout de souffle enferme l'humanité.

Sur le chemin de la prise en main de la société par les classes laborieuses, il y a certes la menace de la violence, de la répression, comment y faire face. Mais il y a surtout le

besoin d'avoir une politique, une perspective capable de déjouer les risques, les menaces et les pièges comme de rassembler le camp des opprimés pour conquérir le droit de décider.

La nécessité d'une politique pour la classe ouvrière, démocratique et révolutionnaire

Ce qui se joue à travers ces affrontements, c'est la lutte de la classe ouvrière, de celles et ceux qui n'ont pas d'autre moyen pour vivre que de louer leur force de travail, contre les classes dominantes et leurs Etats, qui ne reculeront devant aucun crime pour maintenir leur domination.

Pour y faire face, nous avons besoin de prendre la mesure des événements, de leur accélération pour réfléchir aux moyens de répondre à la question posée par l'amplification et la radicalisation des mobilisations à l'échelle internationale, la nécessité d'une force organisée capable de formuler et mettre en œuvre une politique pour la classe ouvrière, internationaliste, démocratique et révolutionnaire, une politique qui soit une arme dans un combat de classe qui est engagé, à l'échelle internationale, depuis bientôt dix ans. Cette politique commence par créer les conditions du rassemblement de toutes les forces anticapitalistes et révolutionnaires en nous dégageant des polémiques nées dans un passé révolu pour penser, anticiper l'évolution du capitalisme afin de définir une stratégie d'ensemble pour les classes exploitées.

Aujourd'hui, dans chaque pays, la contestation brandit des drapeaux nationaux, elle a conscience d'être mondialisée mais ne se pense pas comme une des composantes d'un mouvement international et internationaliste, elle n'a pas brisé le carcan idéologique de l'ordre bourgeois. Ses actes vont plus loin que sa conscience. Et c'est bien là le problème auquel est confronté le développement du mouvement. Il ne peut trouver de réponse que dans la lutte pour œuvrer à l'émergence d'une conscience ayant rompu avec l'ordre établi, ses drapeaux comme ses institutions et ses partis, fussent-ils de gauche, pour s'emparer du drapeau de la transformation révolutionnaire de la société, seul chemin pour dégager l'humanité de la faillite du capitalisme.

« Lutte contre l'immigration », stigmatisation des musulmans, offensive xénophobe...

Face à Macron, Blanquer, Le Pen et leurs sbires, l'unité de notre classe

La tournée de Macron dans l'Océan Indien pour y défendre les intérêts des multinationales françaises a été l'occasion d'une nouvelle offensive contre l'immigration. A Mayotte, à 9000 km de Paris, il a planté le décor : « *Mayotte c'est la France et la France c'est d'abord la sécurité* ». La veille aux îles Eparses, revendiquées par Madagascar, il avait martelé : « *Ici, c'est la France, c'est notre fierté, notre richesse* ». Des envolées patriotiques pour justifier

la présence française dans ce bout d'Océan indien où la population est une des plus pauvres du monde. Mayotte la « française », où 1/3 de la population n'a pas l'eau courante, représente malgré tout un espoir de vie meilleure pour de nombreux jeunes qui affluent des Comores et de l'Est africain. Une immigration contre laquelle Macron a assuré de sa « *fermeté* », espérant dévoyer la colère.

Une colère qui l'attendait à La Réunion avec une grève générale. Dans cette île où 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et où les Gilets jaunes ont été particulièrement nombreux et déterminés, Macron a dit « *comprendre la colère* » et a promis quelques mesures pour l'emploi dont... une exonération de cotisations patronales.

Comme lors du mouvement des Gilets jaunes, où en même temps qu'il était obligé de lâcher quelques concessions il avait imposé le thème « identité et immigration » dans le grand débat, il tente de diffuser le poison raciste. Cette propagande s'inscrit dans une offensive démagogique accentuée après les meurtres à la préfecture de Paris et le déferlement réactionnaire initié par le « débat » à l'Assemblée nationale sur l'immigration. Dans la lancée de l'appel de Macron à une « *société de vigilance* », l'université de Cergy demandait aux enseignants une « *remontée des signes faibles* » des étudiants, invitant à noter si un élève « *va à la mosquée le vendredi* » ou « *mange halal* »...

L'offensive a redoublé depuis l'interpellation violente par un élu RN d'une mère, voilée, accompagnatrice d'enfants en sortie scolaire. Le gouvernement a saisi l'occasion pour flatter l'électorat de Le Pen, Blanquer affirmant entre autres que « *le voile n'est pas souhaitable* », même s'il est légal. La parole raciste est décomplexée : Zemmour, condamné pour incitation à la haine, officie chaque jour sur Cnews tandis que Théard, éditorialiste du *Figaro*, peut déclarer sur un plateau « *Je déteste la religion musulmane !* ».

Les semeurs de haine pour faire payer la crise aux exploités, français et immigrés

Les « *richesses* » de la France dont parle Macron ont été accumulées par le pillage et l'exploitation de générations de travailleurs, français et immigrés. Les classes possédantes et leurs serviteurs n'ont eu de cesse de jouer sur les différences d'origine, de nationalité, de religion pour diviser les exploités.

En 1983, alors que s'engageait l'offensive libérale de la mondialisation capitaliste provoquant des grèves dures, le gouvernement PS de Mauroy lançait une propagande raciste, antimusulmans pour tenter de discréditer des grèves persistantes dans les usines automobiles où nombre d'ouvriers sur les chaînes étaient immigrés. Plusieurs ministres passaient à l'offensive tel Defferre, ministre de l'Intérieur, dénonçant « *des grèves saintes d'intégristes, de musulmans, de chiites* »...

C'est dans ce contexte d'offensive pour faire payer la crise aux travailleurs, menée par un gouvernement de gauche, que le FN a commencé à percer électoralement. S'ouvrait une période de recul, de dégradation de la conscience de classe, sur fond de désillusions, de discrédit des organisations du mouvement ouvrier alors que la crise touchait les plus pauvres. Une situation propice aux replis, à l'instrumentalisation des préjugés, et à l'implantation de courants islamiques dans certains quartiers.

Si la stigmatisation qu'alimente aujourd'hui le gouvernement n'est donc pas nouvelle, le « virage » sécuritaire, antimusulman de Macron aujourd'hui est loin d'être anodin.

Il intervient après la révolte des Gilets jaunes. Dans ce mouvement hétéroclite, malgré les tentatives de l'extrême-droite, c'est au contraire la solidarité des classes populaires qui s'est affirmée. Une solidarité et une conscience d'intérêts communs qui continuent à s'exprimer dans le soutien de l'opinion à la lutte des urgentistes, qui participent du climat de contestation sociale. Dans ce climat et à la veille d'une mobilisation qui s'annonce importante contre la réforme des retraites, le gouvernement cherche une porte de sortie dans l'entretien du torrent réactionnaire contre les immigrés et les musulmans.

Pour l'unité de notre classe : la lutte contre toutes les barrières des préjugés

Blanquer, Macron, Le Pen stigmatisent, menacent aujourd'hui les musulmans au nom de la République et de la prétendue laïcité... C'est pourtant bien le président de cette République qui s'est fait ordonner « *grand chanoine de Latran* » par le pape, qui veut « *réparer le lien abîmé entre l'Eglise et l'Etat* ». Cet Etat qui continue à payer les professeurs des écoles privées religieuses, cadeau qui profite essentiellement à l'Eglise catholique, tout comme le concordat en Alsace-Moselle.

Les « *laïcs* » à la Macron n'ont aucun problème avec les capitalistes des pays du Golfe, Arabie Saoudite ou Qatar, où la charia est appliquée. L'argent pour l'achat de Rafales et autres jouets militaires, ou d'un club de foot tel le PSG ne souffre lui d'aucune discrimination religieuse.

Les habitants des quartiers populaires issus de l'immigration, musulmans ou non, subissent eux un racisme quotidien de la part de la police, des patrons, de l'Etat. La lutte contre ces discriminations, contre tous les racismes dont l'antisémitisme, fait partie intégrante du combat du monde du travail. Elle se mène de pair avec la lutte contre le sexism, l'homophobie, contre toutes les discriminations, stigmatisations qui sont autant de freins à l'unité de notre classe face à nos oppresseurs communs.

Les religions participent de l'oppression sociale, prônant la soumission à coups de morale, d'interdits, de contraintes. Elles entendent maintenir les femmes dans un rôle subalterne, de procréatrice et de femme au foyer. Le corps des femmes, par essence coupable, doit être contrôlé, caché, voire mutilé, toujours sexualisé. Le voile, présent dans bien des religions, en est l'instrument et le symbole.

Les religions sont un pilier du pouvoir des classes dominantes, du Vatican à l'Iran, des USA à l'Arabie Saoudite, de la Grande Bretagne au Liban où en ce moment le Hezbollah protège le gouvernement face à la contestation populaire.

Révolutionnaires, nous luttons contre l'ensemble des préjugés, religieux ou non, qui dressent des barrières entre les opprimés. Le combat contre le racisme, dont le racis-

me antimusulmans (terme plus adapté que celui confus d'islamophobie) participe d'une même lutte démocratique, politique. Ce combat pour l'émancipation cherche à armer la révolte du monde du travail, de la jeunesse, des classes populaires d'une compréhension matérialiste du monde, débarrassée des peurs, des croyances qui obscurcissent la conscience.

C'est un combat pour l'unité de notre classe face à ses seuls véritables adversaires, les multinationales et leurs gouvernements.

Alors que les luttes se mondialisent face à la violence du capitalisme mondialisé, émerge peu à peu une conscience internationale de la révolte dans laquelle racisme, xénophobie, sexism, homophobie et autres obscurantismes n'ont pas leur place.

François D., Isabelle Ufferte